

COMMUNIQUE DE PRESSE

Du pain sec pour les membres du gouvernement de la part du front commun syndical

Bruxelles, le 18 mai 2022 – Demain jeudi, les syndicats chrétien, socialiste et libéral du secteur public, rendront visite au premier ministre Alexander De Croo, à la ministre de la Fonction publique et des entreprises publiques Petra De Sutter et aux ministres-présidents wallon et flamand Elio Di Rupo et Jan Jambon. Nous avons l'intention de leur offrir du pain sec en guise de petit déjeuner pour témoigner de notre mécontentement quant à l'absence d'efforts des gouvernements de notre pays pour les services publics et pour le pouvoir d'achat du personnel de ces services publics. Une journée d'action nationale suivra le 31 mai.

Les économies réalisées au niveau du nombre de membres du personnel et le manque d'appréciation pour leur travail des décennies durant, ont pour résultat que la charge de travail est devenue insoutenable pour les collaborateurs restants. Avec burn-out et absentéisme comme résultat. Il est grand temps d'investir dans du personnel supplémentaire et dans une politique de réintégration et de fin de carrière à visage humain. Les services publics ont besoin de moyens financiers supplémentaires pour pouvoir effectuer leurs tâches convenablement.

Il faut également mettre fin au démantèlement des pensions du secteur public. Entre-temps, le personnel du secteur public doit travailler trois ans de plus avant de pouvoir partir à la retraite, le bonus pension a été supprimé et la bonification de diplôme est en voie de disparition. Une revalorisation des pensions du secteur public s'impose également, avec une pension, pour les contractuels, équivalente à celle de leurs collègues statutaires.

Une autre revendication concerne notre pouvoir d'achat, qui souffre de l'inflation galopante, essentiellement due à la flambée des prix énergétiques. Des mesures complémentaires sont par conséquent nécessaires pour soutenir le pouvoir d'achat. L'autorité doit également s'engager – comme dans le secteur privé – à conclure des accords salariaux tous les deux ans.

Pour couronner le tout, nous constatons lors de la concertation sociale, un manque de respect de la part de l'autorité, qui néglige nos points de vue et ne se montre pas disposée à conclure un accord. Il est pourtant important de pouvoir conclure des accords en des délais raisonnables et ces accords doivent être respectés effectivement. Notre droit de défendre et de représenter le personnel, est continuellement remis en question. Des délégués syndicaux sont même injustement traduits en justice – ce qui est inacceptable! Nous exigeons le droit d'exercer nos libertés syndicales.

Contacts presse (pas pour publication)

Michel Meyer, président CGSP fédérale – 0478 56 48 55

Stephane Deldicque, vice-président CSC-Service publics – 0479 52 68 72

François Fernandez-Corrales, président général – 0476 87 31 59